

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!

Vive la guerre populaire!

Parti Communiste du Japon

Thèses sur la situation au Japon et sur les tâches du Parti Communiste

mai 1932

L'IMPERIALISME JAPONAIS ET LA GUERRE

La guerre de pillage qui a été commencée par l'impérialisme japonais est en train de tirer le monde entier vers une nouvelle crise historique – la plus grande depuis la fin de la Guerre mondiale. La capture de la Mandchourie, l'attaque sanglante de Shangai et d'autres parties de la Chine, en comptant les autres opérations militaires menées par les bandits japonais, représentent le premier stade d'une opération militaire menée par l'une des plus grandes puissances impérialistes au cours de la présente crise économique mondiale.

La guerre impérialiste qui a commencé reflète la profondeur de la crise générale et économique du monde capitaliste, et l'aiguïsement formidable de toutes les contradictions de l'impérialisme mondial. Elle ouvre une ère de bouleversements nouveaux et de grande importance. Comme résultat des derniers affrontements entre la Chine et le Japon, une situation internationale d'une complexité inédite a surgi. Par conséquent, toutes les sections de l'Internationale Communiste et au premier chef le prolétariat révolutionnaire du Japon avec son avant-garde communiste se

trouvent placés devant des tâches qui exigent d'eux la plus haute responsabilité.

La guerre d'expansion actuelle est le résultat de toutes les phases précédentes du développement de l'impérialisme japonais. L'impérialisme japonais, prédateur par nature et d'un caractère particulièrement agressif, a compté sur l'exploitation coloniale et le pillage militaire pour accumuler du capital et se consolider. Lorsque le Japon devint capitaliste, la victoire de la monarchie, de la bureaucratie réactionnaire semi-féodale et des propriétaires terriens, poussa le Japon à combattre son statut d'infériorité face aux puissances impérialistes (les traités inégaux) au moyen du pillage des nations voisines plus faibles, et ouvrit la voie au brigandage impérialiste d'aujourd'hui.

En 1895, l'impérialisme japonais arracha la Corée à la Chine, annexa Formose, et exigea de la Chine des indemnités de 350 millions de yens. L'impérialisme japonais profita de l'écrasement de la révolte des Boxers pour poursuivre sa politique de pillage. Après la guerre de 1904, il s'empara des territoires de Mandchourie méridionale occupés par la Russie tsariste, saisit les chemins de fer de Mandchourie méridionale, etc. Par la suite, il transforma la Corée en colonie – une tête de pont par lequel il pourrait pénétrer plus avant sur le continent asiatique. Son expansion s'accrut durant la Guerre mondiale, particulièrement en 1915 quand il formula ses fameuses 21 exigences à la Chine pour la ravalier au rang de colonie japonaise.

A la conférence de Washington en 1922, l'impérialisme japonais, sous la pression des USA fut forcé d'abandonner une grande partie de ces exigences, par exemple de se retirer de Shantung. Mais l'impérialisme japonais n'abandonna pas la partie pour autant ; il rassemblait ses forces et guettait le moment opportun pour mener à bien son programme de pillage.

L'agressivité grandissante du Japon bourgeois-propriétaire terrien n'a pas cessé de gêner les plans et les aspirations des autres

puissances impérialistes. La guerre que le Japon a déclenché contre la Chine aiguëra encore davantage ces contradictions. L'Océan Pacifique et en particulier la Chine, où les contradictions du capitalisme mondial sont devenues les plus emmêlées, sont en train de devenir des zones d'affrontements acérés entre bandits impérialistes.

Depuis ses premiers commencements, la guerre en Chine a libéré les forces qui rendent de plus en plus réelle la menace d'une nouvelle guerre mondiale, la menace d'affrontements militaires directs ou de préparatifs de guerre intensifiés en vue d'une confrontation entre le Japon et l'Amérique du nord et d'autres grandes puissances impérialistes (si ce n'est de toutes).

En même temps, un aspect important de l'impérialisme international est le grand effort livré par les puissances impérialistes en vue de former un front uni pour la guerre contre l'URSS. Il y a un véritable danger d'intervention armée des impérialistes du monde contre le pays de la dictature du prolétariat. La Société des Nations est un instrument pour cette guerre.

Par le biais d'une guerre contre l'URSS, la bourgeoisie internationale et ses agents social-démocrates tenteront de détruire la lutte du prolétariat international pour la liberté, pour une issue révolutionnaire à la crise. La lutte entre les deux systèmes – d'un côté le capitalisme déclinant et agonisant, d'un autre le socialisme triomphant et grandissant – se déploie devant les yeux des ouvriers de tous les pays. Se détachant du fond de la grave crise mondiale actuelle, tous les avantages du système soviétique deviennent particulièrement clairs, spécialement les avancées renversantes de la construction du socialisme.

L'industrialisation du pays de la dictature du prolétariat se met en place à un rythme sans précédent. Des progrès formidables ont été réalisés dans la socialisation de l'agriculture, par la collectivisation à grande échelle et la liquidation des koulaks en tant que classe. La

construction des fondements pour une économie socialiste est achevée. Ont été créées les conditions pour la réalisation du second plan quinquennal, qui assurera pleinement l'établissement d'une société socialiste sans classes qui ouvrira une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité.

Pour les classes ouvrières des pays capitalistes, qui sont condamnées, spécialement à l'heure de la crise économique actuelle, au chômage de masse, à une misère indescriptible et à une exploitation impitoyable, l'URSS sert d'exemple éclatant et prouve qu'on a besoin d'une issue révolutionnaire de la crise pour renverser le capitalisme. Cependant, les plans des impérialistes sont calculés pour détruire la construction socialiste, étrangler l'URSS et pour exploiter encore plus implacablement les ouvriers et paysans de tous les pays, c'est-à-dire pour renforcer le régime d'esclavage économique et politique.

Est d'un intérêt tout particulier l'alliance entre les deux policiers internationaux – la France impérialiste, le policier de l'Europe, et le Japon impérialiste, le policier de l'Orient – qui agissent en tant qu'instigateurs des menées anti-soviétiques.

En lançant une attaque en Extrême Orient, l'impérialisme japonais ouvre ainsi à la France et à ses vassaux (comme la Pologne) la possibilité de lancer une attaque simultanée ou ultérieure contre l'URSS à partir de l'ouest. C'est l'existence de ces plans anti-soviétiques qui expliquent le mieux le soutien apporté au Japon dans sa guerre de pillage contre la Chine par les autres puissances impérialistes et par l'ensemble de la Société des Nations.

La Grande Bretagne est prête à coopérer au démembrement de la Chine, et par conséquent ne s'oppose pas à la capture de la Mandchourie par le Japon, ce qui représente en partie une façon de bousculer l'impérialisme nord-américain, mais surtout une façon de participer au front anti-soviétique. Les USA tente de gagner une domination complète sur la Chine et se trouve donc en conflit ouvert

avec l'impérialisme japonais, même s'il n'a pas encore pris des mesures actives contre le Japon. Les USA attendent que le Japon sorte affaibli par une guerre de longue haleine, mais craint en même temps un rapprochement entre l'Angleterre et le Japon.

Malgré tout, les USA, comme les autres puissances impérialistes, place ses plus grands espoirs dans l'impérialisme japonais en tant qu'avant-garde pour une guerre anti-soviétique.

Le Japon bourgeois-proprétaire terrien assume le rôle de fauteur de guerre en raison du caractère intrinsèque de l'impérialisme japonais. L'agressivité du capitalisme monopoliste au Japon se double d'aventurisme militaire et d'impérialisme féodal. « Au Japon et en Russie ([tsariste]), le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie et remplacent en partie le monopole du capital financier moderne » (Lénine, L'impérialisme et la scission du socialisme – 1916).

L'impérialisme japonais tente d'user de son monopole de la force militaire pour faire de la guerre contre la Chine le point de départ d'une attaque contre l'URSS, pour écraser le mouvement soviétique en Chine, pour faire de la Chine une partie, et même la plus grande partie de son domaine colonial, pour obtenir une base économique plus solide, pour s'emparer des sources de matières premières (en particulier pour des usages militaires), pour prendre largement pied en Asie, et par conséquent pour se préparer à de nouvelles guerres pour la suprématie dans le Pacifique.

Les aventures militaires de l'impérialisme japonais sont étroitement connectées à l'aggravation aiguë de toutes les contradictions internes de l'impérialisme japonais, qui ont été approfondies par la sévère crise économique. Le capitalisme monopoliste au Japon est pris à l'intérieur d'un réseau intriqué de relations pré-capitalistes, qui expliquent la faiblesse relative de l'impérialisme japonais et le caractère exceptionnellement acéré de

ses contradictions internes. Il y a beaucoup de restes du féodalisme dans le pays ; par exemple, les paysans sont dépouillés à la manière de semi-serfs et le prolétariat est exploité à la manière coloniale ; ces conditions, qui limitent le marché intérieur, ont provoqué une crise autant agricole qu'industrielle, ainsi qu'une crise économique aiguë dans les villes et les villages, prenant des proportions jamais vues.

Les propriétaires terriens et les capitalistes du Japon sont en train de tenter, par le biais de la guerre contre la Chine, de trouver une issue à la crise, de façon à écraser le mouvement révolutionnaire des masses, à étendre leurs possessions coloniales et à dégager de nouvelles sources pour une plus grande exploitation des masses laborieuses chinoises.

Les communistes du Japon doivent comprendre le lien inséparable entre l'agressivité du Japon au-dehors et sa politique à l'intérieur, la connexion inséparable entre le banditisme guerrier dans les autres pays pour l'asservissement des peuples coloniaux, et la réaction dans notre pays. Au moyen de cette guerre, les impérialistes japonais luttent pour préserver et renforcer le régime monarchique militaro-policier – le régime de terreur sauvage et de violence contre les ouvriers – pour renforcer le pouvoir oppressif des propriétaires terriens et pour imposer aux masses un niveau de vie encore plus bas. Inévitablement, la guerre accentuera les contradictions de classe au Japon.

Revient au prolétariat du Japon et au Parti Communiste la tâche de combiner la lutte contre la guerre avec la lutte des ouvriers, des paysans et de tous les travailleurs contre leur asservissement économique et politique, en vue de transformer la guerre impérialiste en guerre civile et de renverser la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne. La révolution au Japon n'a pas été éloignée par la guerre de pillage, mais a été au contraire rapprochée. Au commencement de la guerre, il est apparu clairement qu'en plus de la résistance tenace et la lutte pleine de sacrifices du peuple chinois pour l'intégrité et

l'indépendance de la Chine, était né un mouvement de protestation contre la guerre impérialiste à la fois dans l'armée japonaise et dans le pays. Cela signale la possibilité d'une mise en échec majeure des plans aventuristes de l'impérialisme japonais. Dans ces circonstances, le Parti Communiste du Japon est appelé à jouer un rôle très important.

Le cours des événements à venir et le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire dépendent entièrement de la force et de la cohésion du Parti Communiste, de sa capacité à mobiliser les millions d'ouvriers autour de ses slogans et à diriger leur lutte. Pour cette raison, la question du renforcement idéologique et organisationnel du Parti Communiste du Japon est de la plus haute importance. Les circonstances présentes obligent le Parti Communiste à tendre tous ses efforts vers l'extension et le renforcement de ses maigres contacts actuels avec les larges masses des ouvriers, paysans et autres travailleurs. Il faut à tout prix que le Parti cesse d'être en retrait derrière les masses de plus en plus actives et qu'il devienne un véritable parti de masses, marchant avec confiance vers la révolution à venir.

LA NATURE DE LA REVOLUTION A VENIR

Le Parti Communiste du Japon doit posséder une claire compréhension des rapports de classes dans le pays, ainsi que du caractère et des tâches de la révolution à venir au Japon. Il doit éliminer les théories erronées qui existent dans ses rangs sur ces sujets extrêmement importants. Les rapports de classes actuels, le caractère et les tâches de la révolution à venir au Japon ne peuvent pas être saisis correctement sans une analyse et sans une prise en compte des particularités du système de domination au Japon, qui est une combinaison de très forts éléments de féodalisme et d'un développement avancé du capitalisme monopoliste.

Le point de départ à partir duquel nous devons juger la situation concrète au Japon est le caractère et le rôle de la monarchie.

La monarchie absolue qui s'est formée au Japon après 1868 a maintenu son pouvoir tout entier malgré les changements de politique, et a constamment accru son appareil bureaucratique pour l'oppression des masses laborieuses. Elle est basée principalement sur la classe parasitaire féodale des propriétaires terriens et sur une bourgeoisie rapace qui s'est enrichi rapidement.

Elle a rassemblé les plus hautes couches de ces classes en un bloc serré et s'est fait le représentant général de leurs intérêts. En même temps, elle a maintenu son indépendance, son rôle relativement significatif et son caractère absolu, à peine déguisé sous des pseudo-réformes constitutionnelles. En vue de protéger son pouvoir et ses revenus, la bureaucratie monarchiste a déployé tous ses efforts pour maintenir le régime policier le plus réactionnaire et pour préserver tout ce qu'il y a de plus barbares dans la vie économique et politique du pays.

La monarchie est le pilier principal de la réaction politique et de toutes les reliques du féodalisme dans le pays. L'appareil d'Etat monarchiste est la colonne vertébrale de la dictature actuelle des classes exploiteuses, et sa destruction doit être considérée comme la tâche la première et la plus fondamentale de la révolution au Japon.

Le Parti Communiste du Japon a sous-estimé le rôle de la monarchie et l'a considérée séparément des formes de l'Etat bourgeois « indépendantes de la monarchie », comme le parlement et les partis ministériels. Cette idée est totalement incorrecte.

L'extension des droits électoraux pour la population masculine, qui a été menée par en-haut sous la pression d'un mouvement populaire était un marchandage politique entre la monarchie d'un côté et les propriétaires terriens et la bourgeoisie impérialiste de l'autre, un marchandage qui fut calculé pour renforcer le régime bourgeois-proprétaire terrien d'exploitation et de répression des ouvriers et paysans, pour tromper le peuple en augmentant leurs illusions parlementaires, et pour resserrer l'unité entre la bureaucratie

monarchiste et la bourgeoisie dans les nouvelles circonstances du règne du capitalisme monopoliste déclinant.

La guerre augmente encore plus le rôle de la bureaucratie et spécialement de son aile la plus agressive et réactionnaire : l'aile militaire. Par conséquent, le rôle des dirigeants militaires s'est accru dans le gouvernement, rapprochant la perspective d'une intervention contre l'URSS et renforçant la terreur policière et la violence contre les ouvriers et paysans du Japon. Il n'est pas correct de considérer les militaires séparément de la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne, et il est particulièrement dangereux de détourner la lutte des masses contre la monarchie vers une lutte contre la menace d'un coup d'Etat fasciste qui serait à l'horizon.

Il ne faut pas que quelques particularités historiques mises en avant obscurcissent le fait capital que le régime absolutiste du Japon est une forme de la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires terriens sur les ouvriers, tout aussi oppressive que le fascisme dans d'autres pays. Le Parti doit expliquer les manœuvres des classes dominantes et des sociaux-démocrates, qui sont destinées à couvrir le régime monarchique et la réaction grandissante derrière l'épouvantail de la menace fasciste, et donc à préserver et renforcer les dernières illusions monarchistes parmi les masses et à les dévier de la lutte contre l'ennemi en chef des temps présents : la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne.

La deuxième des composantes principales du système dominant au Japon, c'est le règne des propriétaires terriens [« landlordism »], ce système semi-féodal, asiatique et arriéré existant dans les villages japonais, qui entrave le développement des forces productives, augmente la dégradation de l'agriculture et paupérise les masses paysannes. La règle pour les propriétaires terriens est de ne pas cultiver la terre directement, cependant que la classe des propriétaires terriens détient plus de 40% des meilleures terres du Japon.

Le régime d'exploitation et d'oppression des paysans dans le Japon développé et industrialisé ressemble à celui qui prévaut dans les pays coloniaux les plus arriérés. Le fermier doit livrer de 50 à 60% de sa récolte pour avoir seulement le droit de cultiver la terre. A cette oppression par les propriétaires terriens s'ajoute la monstrueuse oppression du capital financier, les crédits et les prix de monopoles imposés par les trusts.

Il est impossible que les classes dominantes du Japon fasse quelque modification fondamentale que ce soit au système agraire du pays. La révolution agraire doit être considérée comme une des tâches fondamentales de la révolution japonaise, un effort résolu doit être fait pour éliminer toute tendance à sous-estimer cette tâche. Le troisième élément de base du système dominant au Japon, c'est le capitalisme monopoliste prédateur.

La centralisation du capital entre les mains d'un petit groupe de magnats financiers été grandement aidée par la course fébrile aux profits de guerre durant la dernière guerre impérialiste. Les entreprises capitalistes monopolisèrent une grande part de la richesse nationale du pays. Le capital bancaire et le capitale industriel se sont amalgamés pour prendre la forme de gigantesques trusts verticaux. Les plus gros d'entre eux – Mitsui, Mitsubishi, Sumimoto, Yasuda, etc. – ont gagné une position de domination dans l'économie capitaliste du pays. L'oligarchie financière s'est entremêlée étroitement avec l'ensemble du système monarchique bureaucratique, qui mène sa politique à elle.

La bourgeoisie japonaise a grandi et s'est enrichie au moyen de l'intense exploitation des ouvriers du japon, du pillage continu des paysans, de la capture du butin militaire, de l'appropriation des fonds d'Etat et du pillage des peuples coloniaux. Le capitalisme japonais s'est développé dans les conditions de la réaction militaire et policière et sur la base des résidus féodaux à la campagne. L'économie est caractérisée par la prédominance de

l'industrie légère, en particulier de l'industrie textile, alors que la métallurgie et la construction de machines occupent une place comparativement faible. Tout en ayant atteint un haut degré de développement, le capitalisme japonais a été et continue d'être réactionnaire et monarchiste.

Cela se reflète principalement dans le fait que la classe ouvrière du Japon, dont l'efficacité vaut celle des pays européens, a un niveau de vie comparable à celle des pays coloniaux, leurs salaires sont aussi bas et leur journée de travail aussi longue. Un système d'esclavage en casernes est très répandu pour les ouvriers du textile, les mineurs, etc. L'engagisme [type de contrat de travail proche du servage] est pratiqué sur une large échelle, ainsi que la barbare exploitation du travail des enfants. Il n'y a pas de lois sociales. Les ouvriers du Japon n'ont pas de droits économiques ou politiques. Le capital financier utilise systématiquement et largement les résidus féodaux – travail à domicile, petite production artisanale – pour maintenir son exploitation particulièrement sévère de la classe ouvrière.

Cette analyse montre que toutes les conditions politiques et économiques dans le pays indiquent au mouvement révolutionnaire qu'il doit d'abord engager la lutte contre la guerre impérialiste, contre le régime militaro-policié, contre les conditions de vie coloniales des ouvriers et leur manque de droits politiques, et contre les propriétaires terriens et les capitalistes usuriers dans les villages.

Le Parti Communiste doit avoir l'instauration du socialisme comme tâche première et doit clairement comprendre que le chemin vers la dictature du prolétariat dans les conditions japonaises actuelles ne peut que passer par une révolution démocratique-bourgeoise : c'est-à-dire le renversement de la monarchie, l'expropriation des propriétaires terriens, et l'établissement de la dictature des ouvriers et paysans. La dictature du prolétariat et des paysans et la transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en

révolution socialiste se feront sous le pouvoir des soviets de représentants ouvriers, paysans et soldats.

Par conséquent, les tâches principales de la phase à venir de la révolution sont :

1. Le renversement de la monarchie.
2. L'abolition du règne parasite des propriétaires terriens.
3. L'établissement de la journée de travail de 7 heures, et - dans les conditions d'une situation révolutionnaire – la fusion de toutes les banques en une seule banque nationale et le contrôle de cette banque, ainsi que des grandes entreprises capitalistes, en particulier les cartels et les trusts, par les soviets de représentants ouvriers, paysans et soldats.

Ces tâches déterminent le caractère de la prochaine révolution au Japon, en tant que révolution démocratique-bourgeoise pourvue d'une tendance à se développer rapidement en révolution socialiste. A l'heure actuelle, les slogans d'action dominants d'action doivent être:

1. Opposition à la guerre impérialiste et transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.
2. Renversement de la monarchie bourgeoise-propriétaire terrienne et établissement d'un gouvernement des soviets ouvriers et paysans.
3. Confiscation sans compensation des terres de tous les propriétaires terriens, de l'empereur et des églises. Annulation de toutes les dettes des paysans envers les propriétaires terriens, les usuriers et les banques.
4. Institution de la journée de travail de 7 heures et amélioration radicale des conditions de vie des ouvriers. Liberté d'organisation et d'action pour les syndicats de la classe.

5. Libérer les colonies (Corée, Mandchourie, Formose, etc.) du joug de l'impérialisme japonais.

6. Défendre l'URSS et la révolution chinoise.

Dans la lutte autour de ces slogans, le Parti Communiste peut et doit rallier toutes les forces révolutionnaires-démocratiques du Japon, c'est-à-dire les ouvriers, paysans et les pauvres des villes. C'est pourquoi le cri de ralliement du Parti communiste doit être : « Révolution populaire contre la guerre impérialiste et la monarchie policière, pour le riz, la terre, la liberté et le gouvernement des ouvriers et des paysans ! »

Le Parti Communiste doit lier étroitement la lutte pour la république des soviets ouvriers et paysans à une propagande systématique autour du socialisme et dans ce but, diffuser largement les succès de l'URSS.

La voie capitaliste hors de la crise - aggraver la baisse du niveau de vie des ouvriers et ruiner les paysans par des aventures militaires à l'extérieur et accroître la réaction politique à l'intérieur - doit être combattue par le Parti Communiste.

Doivent être menées une agitation tous azimuts et une lutte de masses pour une issue révolutionnaire hors de la crise par la prise du pouvoir par les ouvriers et paysans, l'abolition de la propriété foncière, une amélioration radicale de la vie des ouvriers, une série de mesures de transition vers le socialisme menées dans les conditions d'une situation révolutionnaire, la fusion des banques, l'introduction du contrôle des banques et des grandes entreprises capitalistes, surtout trusts et cartels, par les représentants des soviets ouvriers, paysans et soldats.

La révolution au Japon pourrait formidablement accélérer et aider la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, et spécialement la victoire de la révolution anti-impérialiste et anti-

féodale dans les pays orientaux proches du Japon (Chine, Corée, Inde, etc.).

La fraternité économique et politique du Japon soviétique avec les pays où le prolétariat a été victorieux assurera le succès complet du développement socialiste au Japon et dans l'Orient en général. Le Parti doit mettre systématiquement opposer la perspective d'un Japon socialiste prospère en étroite alliance avec les peuples d'Orient libérés, à la propagande bourgeoise et social-démocrate parlant d'issues militaires et impérialistes à la crise.

La force dirigeante principale de la révolution, c'est la prolétariat et les paysans pauvres et moyens. Il n'est pas correct de dire que les paysans moyens ne peuvent pas mener de lutte révolutionnaire contre les propriétaires terriens et la monarchie policière.

Méconnaître le potentiel révolutionnaire des paysans moyens et des travailleurs de la pêche conduirait à la rupture entre ouvriers et paysans, et serait extrêmement dangereux pour le mouvement révolutionnaire. Les koulaks (la bourgeoisie des villages) sont du côté du régime existant, puisqu'ils participent à l'usure et tirent parti du manque de terres et de droits des masses paysannes. Il n'est pas correct de prôner uniquement la confiscation des terres des gros propriétaires terriens.

Ne pas exiger la confiscation des terres de tous les parasites des propriétaires terriens serait encore plus erroné, parce qu'aujourd'hui la majorité des luttes paysannes s'opposent aux petits et moyens propriétaires terriens. Toute hésitation sur ce point isolerait le Parti communiste des luttes des paysans qui se développent à grande vitesse.

Deux blocs sont en guerre au Japon : l'alliance des ouvriers et paysans contre l'alliance des propriétaires terriens et de la

bourgeoisie. A l'étape actuelle, la révolution ouvrière et paysanne au Japon vise au premier chef la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne et la bourgeoisie. Le développement victorieux de la révolution repose sur l'alliance étroite des ouvriers et paysans sous l'hégémonie du prolétariat. La victoire de la révolution a comme condition la conquête de l'hégémonie et sa consolidation par le prolétariat.

La révolution ouvrière et paysanne ne peut triompher que si, en plus du renversement de la police et de l'armée, de la bureaucratie monarchique, elle extirpe toutes classes exploiteuses (y compris la bourgeoisie) du pouvoir politique, aussi bien national que local.

La révolution ouvrière et paysanne ne vaincra qu'avec l'accession au pouvoir des représentants ouvriers, paysans et soldats. La tâche impérative des communistes lors d'une révolte révolutionnaire, c'est de former partout des soviets d'ouvriers, paysans et soldats, spécialement au moment du renversement de la monarchie.

La tâche des soviets est de combattre pour la destruction complète de l'appareil d'Etat de la dictature bourgeoise-proprétaire terrienne (désarmement de la police, de la police militaire, des officiers de l'armée et de la marine, armement des ouvriers et paysans, formation d'une garde rouge prolétarienne, dispersion du parlement, formation d'organes de pouvoirs officiels centraux et locaux, élus par les ouvriers et paysans, etc.)

Seul le remplacement de tout l'appareil d'Etat des réactionnaires bourgeois-proprétaires terriens par les soviets et la conquête du rôle dirigeant par le Parti Communiste empêchera la bourgeoisie japonaise, et en particulier son aile gauchiste social-démocrate (par exemple, le Parti des masses ouvrières et paysannes du Japon), de limiter la révolte révolutionnaire, au moment où les actions de masses révolutionnaires, et en grande partie spontanées, en faisant des concessions sur les formes extérieures de gouvernement

(déclaration d'une république bourgeoise) tout en préservant la base de la dictature bourgeoise-proprétaire terrienne c'est-à-dire l'appareil policier-bureaucratique destinés à l'oppression et à l'asservissement du peuple.

Après le renversement de la monarchie par la victorieuse révolution populaire, la tâche principale du Parti Communiste devient la lutte pour le développement rapide de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste. Seule l'instauration de la dictature du prolétariat garantira l'achèvement des tâches démocratiques-bourgeoises (comme la confiscation des terres des propriétaires terriens).

Au Japon, où existent les conditions objectives pour le socialisme et où la nécessité de détruire le système capitaliste d'exploitation s'est développée pleinement, la formation et le renforcement du pouvoir des soviets lors de la révolution ouvrière et paysanne, et la conquête du rôle dominant par les communistes en leur sein est une condition nécessaire et suffisante pour passer à la dictature du prolétariat, pour passer à un pouvoir qui garantira la réalisation du but fondamental du prolétariat : l'expropriation de la bourgeoisie et la construction du socialisme.

L'ETAT PRESENT DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET LES TACHES IMMEDIATES DU PARTI

Dans les conditions de l'approfondissement de la crise économique, de la guerre et des attaques redoublées des capitalistes et des propriétaires terriens contre les ouvriers et paysans, les luttes économiques du prolétariat et les luttes des paysans contre les propriétaires terriens s'intensifient.

Le mouvement ouvrier au Japon a atteint un cap dans son développement : il est passé de la lutte défensive et inorganisée au stade des actions révolutionnaires de masses. La radicalisation des masses s'accélère. Le mouvement de grèves grandit à vue d'œil.

Il s'étend à toutes les industries. La majorité du prolétariat a été emportée dans la lutte gréviste, et l'activité des ouvriers les plus mal lotis progresse (augmentation des grèves dans le textile). La lutte gréviste prend un tour de classe de plus en plus distinct. Les grèves deviennent de plus en plus difficiles à mener et à programmer, le nombre de grèves récurrentes augmente, et le niveau des revendications s'élève.

Jusqu'à 1929, les grèves dépassaient rarement les limites légales, mais aujourd'hui elles tournent de plus en plus en combats de rue acharnés avec la police ; elles montrent la poussée révolutionnaire combative du mouvement, qui confirme que le prolétariat du Japon s'efforce de passer à la contre-attaque contre les capitalistes et le régime policier qui réprime et bloque la lutte de la classe ouvrière pour ses intérêts vitaux.

Autrefois, les conflits dans les villages prenaient des formes pacifiques et légales et finissaient en général par l'arbitrage ou des décisions de justice, mais aujourd'hui les affrontements révolutionnaires entre paysans et propriétaires terriens se multiplient partout. Il y a davantage de cas d'incendie de maisons et de biens de propriétaires terriens et de destruction de tribunaux et de gendarmeries (comme à Tochigi-Niigata). Dans certains endroits, le mécontentement des paysans et pêcheurs prend la forme de révoltes spontanées contre le gouvernement local (Chiba, Toyama, etc.)

La popularité des slogans « La terre aux paysans » et « Alliance des ouvriers et paysans » grandit. Le concept de l'alliance des ouvriers et paysans commence à être mis en pratique dans le mouvement de masses. Il y a un nombre croissant de mouvements paysans qui sont dirigés par des ouvriers des villes et de cas où des paysans aident les ouvriers en grève. Les changements qui ont lieu parmi les masses se reflètent aussi dans le fait que le patriotisme et la loyauté envers le monarque, cultivée par les classes dominantes et jusqu'à aujourd'hui grand

instrument de mystification de la conscience de classe des masses, sont en train de disparaître.

Cela se voit avec une évidence dans les cas sans précédent de protestation contre les cérémonies de couronnement et dans les cas de destruction d'objets ornés de l'image « sacrée » du Mikado par des foules de paysans. Les vieilles traditions paternalistes et tout le système patriarcal sont rapidement en train de s'effacer. Des sentiments révolutionnaires anti-monarchistes s'étendent dans l'armée et dans la marine, parmi les étudiants, etc.

La position correcte prise par le Parti Communiste au sujet de la guerre a déjà eu des effets évidents, bien que faibles, comme cela se reflète dans les actions de divers groupes d'ouvriers avancés, de paysans, de soldats et d'étudiants contre la guerre (par exemple les manifestations anti-guerre de Tokyo du 17 octobre avec la participation de 1500 ouvriers, les manifestations dans nombre de villes du 7 novembre, les manifestations répétées de milliers d'étudiants, les rassemblements paysans anti-guerre dans la préfecture de Toyama, etc. ainsi que l'agitation parmi les soldats et la formation de groupes révolutionnaires dans certaines unités militaires comme le corps des télégraphistes, la division Himeji et parmi les troupes des zones d'occupation).

Des changements révolutionnaires ont lieu dans les masses au point de basculement du développement de la lutte des classes, moment où les contradictions intérieures et extérieures de l'impérialisme japonais se multipliant, l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat, qui par le passé était on ne peut plus forte, commence à disparaître sur une grande échelle. Un tournant des masses vers la gauche s'opère sous la lourde pression de la terreur blanche et de la tyrannie débridée de la police. Dans l'ensemble, tout cela est spontané ; le rôle du Parti Communiste est extrêmement faible dans le mouvement de masses, et les sociaux-démocrates de tout acabit s'opposent fortement au Parti.

La profondeur du mécontentement des masses se s'est pas encore révélée. Les sociaux-fascistes, et spécialement leur aile gauche (le parti des masses ouvrières et paysannes du Japon, les liquidationnistes, les espions de la police continuent à diriger des grèves et des conflits paysans dans le seul but de les trahir. La politique de la dictature bourgeoise-proprétaire terrienne est menée avec le soutien des sociaux-démocrates, qui ont conclu un pacte avec la police, armant la bourgeoisie de phraséologie gauchiste-démocratique en même temps que de bâtons de police, de fusils Mauser et de gaz toxiques.

Agissant sous la bannière de « l'unité » du mouvement ouvrier, les sociaux-démocrates ne font en réalité que diviser les masses. Pour eux, l'unité ouvrière, ce sont les « clubs ouvriers », qui sont des associations des plus hauts bureaucrates syndicaux contre les ouvriers, contre les syndicats de gauche et les communistes. Ils divisent le front uni à la base contre les employeurs, ils maintiennent la division de la classe ouvrière en centaines de petits syndicats. Les dirigeants social-démocrates vénaux et les leaders des syndicats jaunes maintiennent cette désorganisation pour vendre sans vergogne la classe ouvrière et trahir ses luttes pour ses intérêts vitaux.

Plus les déclarations publiques des sociaux-démocrates, et particulièrement des gauchistes, sont radicales, plus ignoble devient leur social-traison dans les conflits ouvriers, où ils agissent comme organisateurs des arbitrages policiers forcés – comme briseurs de grève patentés – vendant des ouvriers aux capitalistes après s'être fait graisser la patte, soutenant la rationalisation capitaliste ainsi que les licenciements massifs d'ouvriers, et donnant des noms d'activistes à la police.

Les sociaux-démocrates japonais de toute obédience ont adopté la position impérialiste sur la guerre. Il sont totalement avec les fauteurs de la guerre contre le peuple chinois et l'URSS et se font les hérauts de cette guerre (agitation chauvine contre l'URSS, attribution d'un caractère « national » et « socialiste » à

l'intervention en Chine, manifestations patriotiques, en particulier sous le slogan « A bas les spéculateurs : utilisons les profits des spéculateurs pour mener plus avant la guerre et pour les soldats sur le front », collectes d'argent ouvrier pour la guerre, etc.).

Les sociaux-démocrates et les dirigeants des syndicats réformistes sont le premier danger pour le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans. Les plus dangereux sont les sociaux-démocrates gauchistes (parti des masses ouvrières et paysannes du Japon et le Ronoha) qui usent d'une phraséologie révolutionnaire, avec y compris des discussions théoriques sur la révolution prolétarienne (Inomata, Yamakawa, etc.) dans le but de masquer leur rôle de traître dans la guerre et dans le mouvement ouvrier, leur assujettissement à la monarchie et leurs loyaux services rendus à l'impérialisme japonais.

Les circonstances au Japon sont favorables aux communistes en ce qui concerne l'implication des masses ouvrières, paysannes et urbaines pauvres dans le mouvement révolutionnaire et leur radicalisation rapide dans le cours de la lutte, au moyen du développement des formes de lutte et de protestation qui sont possibles au stade où nous en sommes -grèves, activisme paysan, manifestations de masses, etc.

Suite à cela, de grands événements pourraient arriver dans un futur proche. Nombre de faits plaident déjà pour la possibilité de protestations et de luttes de masses spontanées dans le futur proche.

Ces actions spontanées pourraient aisément dévier de la ligne révolutionnaire si le Parti Communiste n'expose devant les masses les causes de leur misère et l'identité de ses responsables, s'il n'explique pas ce qu'il en est de la nature et des buts de la guerre actuelle, s'il n'explique pas systématiquement la politique du gouvernement et des classes dominantes, ainsi que toutes leurs

menées au travers du pays, s'il n'affaiblit pas l'influence des social-fascistes faute de devenir le dirigeant des luttes quotidiennes des masses, et s'il ne montre pas aux masses la voie révolutionnaire hors de la crise.

Les tâches du Parti dans la lutte contre la guerre sont :

1. Mener l'agitation et la propagande écrite et orale ininterrompues contre les impérialistes et la guerre contre-révolutionnaire. Dénoncer le caractère prédateur de la guerre et du rôle des sociaux-démocrates et des leaders des syndicats réformistes dans la guerre.
2. Dénoncer la signification contre-révolutionnaire, impérialiste et anti-nationale des slogans de guerre des classes dominantes et des sociaux-démocrates : « intérêts nationaux », « protection de la vie et des biens des ressortissants japonais », « défense du prestige de l'empire japonais », et dénonciation acharnée des annonces provocatrices de « l'impérialisme rouge de l'URSS ».
3. Combattre résolument la politique de la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne et des sociaux-démocrates qui cherche à imposer la paix sociale au pays. Faire des efforts opiniâtres et soigneux pour désintoxiquer les masses du chauvinisme et travailler sans relâche à leur montrer la misère et la souffrance que la guerre leur apportera.
4. Faire une propagande généralisée sur les réussites de la construction socialiste, les réalisations des ouvriers et paysans en URSS et sur la politique de paix de l'Union Soviétique. Faire de la propagande sur les succès et les objectifs du mouvement des soviets en Chine.
5. Le parti Communiste du Japon doit se guider sur l'objectif de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, et doit mettre

en avant des slogans et mener une lutte anti-guerre conforme à la nature de cette guerre.

Le concept de fraternité qui s'impose lors d'une guerre impérialiste doit, dans les conditions de la guerre menée par l'impérialisme japonais contre le peuple chinois, être associé à l'exigence d'un retrait immédiat des troupes de Chine et à des appels enjoignant les soldats japonais à refuser le combat, à quitter le front sans abandonner leurs armes, et à former des comités de soldats.

Dans le cas d'une guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS et la Chine révolutionnaire des soviets, le concept de fraternité doit être associé à une agitation appelant les soldats à désertre pour rejoindre l'Armée Rouge.

6. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut s'empêcher de souhaiter la défaite de son propre gouvernement. La défaite de l'armée japonaise affaiblira le gouvernement monarchiste japonais et fera avancer la guerre civile contre les classes dominantes. Dans la guerre actuelle de l'impérialisme japonais pour l'asservissement colonial de la Chine, le slogan d'action des communistes japonais doit être : « Combattre pour l'indépendance complète de la Chine. »

Dans les conditions d'une guerre impérialiste contre la Chine révolutionnaire ou l'URSS, les communistes japonais ne doivent pas se contenter d'être défaitistes, mais doivent aussi se battre et s'activer pour la victoire de l'URSS et la libération du peuple chinois.

7. Il faut susciter des grèves dans les chemins de fer, les entreprises maritimes et les industries d'armement, par tous les moyens. Les actions de masses et les mouvements anti-guerre révolutionnaires doivent être développés énergiquement, dans la perspective de provoquer une grève générale et de la transformer en

rébellion armée.

8. Pour mobiliser le plus grand nombre possible de gens dans la lutte contre la guerre, le Parti doit accorder une attention spéciale aux jeunes gens, aux invalides de guerre, aux femmes, surtout aux épouses et mères de soldats.

9. les communistes doivent soutenir les exigences minimums des soldats et marins, comme l'amélioration de leur situation matérielle, de meilleurs traitements, des allocations familiales, plus de permissions, l'élection des commandants, la formation de comités de soldats, des droits politiques, etc. Les communistes doivent se préoccuper autant qu'il faut du mécontentement des soldats et les aider dans leurs conflits avec les officiers. Des efforts doivent être menés pour porter la dissolution dans les organisations de masses nationalistes de réservistes, de jeunes, etc.

Les communistes japonais doivent comprendre que la clef dans la lutte contre la guerre gît dans le mouvement de masses, dans la lutte des masses. C'est seulement dans le travail parmi elles, dans les usines et les unités militaires, dans les syndicats et les villages, que la guerre impérialiste peut être transformée en guerre civile.

Le succès de la lutte de masses contre la guerre dépend entièrement du degré d'engagement du Parti Communiste du Japon au service des exigences des masses des ouvriers et paysans, de son rôle dirigeant dans les grèves et les luttes paysannes, et de la confiance qu'il pourra leur inspirer par son activité révolutionnaire. L'extension de la lutte pour les exigences urgentes des masses, étroitement liée à la lutte contre la guerre et la monarchie, doit être à la base de toute l'activité du Parti.

La conduite de ces luttes rendra capable le Parti communiste du Japon d'entraîner ses membres à la direction des grands événements

révolutionnaires qui approchent à l'horizon.

Les tâches immédiates du Parti sont :

1. Renforcement général du Parti Communiste et accroissement des contacts avec les ouvriers.
2. Développer la lutte économique du prolétariat pour les exigences urgents des ouvriers, employés et des travailleurs salariés sur la base du front uni à la base ; conquérir la direction de ces luttes contre les sociaux-traîtres et les leaders des syndicats jaunes ; et renforcer le mouvement syndical révolutionnaire.
3. Stimuler et organiser la lutte paysanne contre les propriétaires terriens.
4. Diriger toutes les expressions du mécontentement, les protestations et les luttes des masses populaires, et faire affluer tous ces mouvements vers la lutte politique contre la guerre et la monarchie régnante.

Le Parti Communiste a commencé à travailler parmi les masses, mais les contacts des communistes avec les masses et leur rôle dans les mouvements de masses sont encore inexcusablement faibles. Il faut changer cela radicalement et la lutte quotidienne des ouvriers, paysans et soldats doit être menée par le Parti. Le Parti ne peut faire ce changement que s'il se libère une bonne fois pour toutes de tous les restes de sectarisme et de passivité opportuniste dans le travail pratique de masse et s'il établit des liens incassables avec les masses laborieuses.

La base fondamentale des contacts entre le Parti et les masses, ça doit être les contacts personnels entre les communistes individuels et les ouvriers sans parti.

Toutes les forces existantes du Parti doivent être mobilisées pour

former de solides comités du Parti et le plus grand nombre possible de cellules dans les usines, spécialement dans les grandes usines. Enfin, un travail de recrutement résolu doit être mené parmi les ouvriers qui ont fait leurs preuves au cours de la lutte. Il faut combattre la crainte d'ajouter des ouvriers dans le Parti : c'est une dangereux symptôme d'opportunisme. Les ouvriers doivent accéder aux postes dirigeants dans toutes les organisations du parti et des masses. Les ouvriers agricoles et les paysans pauvres doivent être recrutés dans le Parti, et des cellules du Parti doivent être constituées dans les villages.

Le Parti doit mener une lutte sans compromis contre toutes les manifestations d'opportunisme droite et de gauche dans ses rangs.

La bolchévisation en cours dans le Parti suscitera un regain et un aiguisement de l'opportunisme anti-parti, resté largement caché jusqu'à maintenant. Dans la période pré-révolutionnaire actuelle, le danger principal dans le Parti, c'est l'opportunisme de droite. La plus évidente manifestation récente de cet opportunisme ont été les cas de collecte d'argent pour la guerre, faits sous le prétexte de maintenir les contacts avec les masses, et les tendances à cacher le travail lié à la défense de l'URSS, sous prétexte que les masses se sont pas encore assez mûres pour le comprendre, etc.

Les erreurs opportunistes de gauche consistent à abandonner la lutte pour les libertés d'expression, de presse et de vote, pour le droit de se syndiquer, et à tendre au sectarisme dans les syndicats de gauche, comme par exemple les membres du Parti qui au lieu de recruter et d'amener les ouvriers à se syndiquer, n'ont fait qu'exiger la reconnaissance de leurs syndicats à l'Union Internationale des Syndicats Rouges et d'autres principes politiques.

Il est nécessaire d'apprendre à combiner la travail révolutionnaire illégal avec le travail légal dans l'esprit du Parti Communiste et parmi les larges masses, et de tirer parti de chaque possibilité

légale (tout type d'organisation de masse légale, la presse, tout type d'activité des ouvriers, paysans, étudiants, etc. le travail culturel et éducatif, etc.) pour l'éducation de classe et la consolidation organisationnelle des masses : pour que celles-ci accroissent leur activité et intensifient leurs luttes, et pour que se matérialise la direction communiste de toutes les formes d'organisation et de lutte des larges masses.

Tous les communistes doivent apprendre à gagner les masses et à les organiser, à étendre et à approfondir les conflits, à diriger des luttes, en se guidant sur l'expérience du mouvement de masses et sur la pratique et les leçons des grèves menées individuellement, à diriger les conflits paysans, des soulèvements étudiants, etc.

S'ils n'apprennent pas ces leçons, la situation actuelle se perpétuera, où chacun sait ce qu'il a à faire – par exemple « Aller aux masses dans les usines » - mais où personne ne le fait.

Il faut faire attention à toujours améliorer les méthodes conspiratives et étudier pourquoi certains raids policiers contre nous ont pu réussir, pour prendre des mesures de précaution et surtout pour permettre la continuité du travail des organisations du parti en cas de futurs raids.

En même temps, il faut lutter implacablement contre la tendance à faire de l'action conspirative une fin en soi ainsi que contre tout ce qui tendrait à isoler l'organisation des ouvriers sans parti. Le langage et le contenu de la presse révolutionnaire légale et illégale doivent être changés radicalement ; ils doivent devenir intéressants et compréhensibles pour la base des ouvriers et paysans.

Les méthodes de direction du Parti dans les syndicats et d'autres organisations extérieurs au Parti doivent être complètement changées. Les méthodes dictatoriales doivent être abandonnées ; ces organisations ne doivent pas avoir le même caractère que le Parti.

Les membres du Parti qui dirigent ces organisations doivent limiter leur rôle dirigeant à une participation active et une influence idéologique, sans plus compter sur le fait de se réclamer du Parti, etc.

Ils devraient gagner aux positions révolutionnaires des membres de ces organismes par la persuasion uniquement, et pas autrement. Pour garantir une bonne ligne de conduite des membres du Parti dans les organisations de masses, il faut former des fractions communistes efficaces dans ces organisations, et y améliorer la direction et la discipline du Parti.

Une très dangereuse identification du Parti Communiste avec les syndicats paysans gauchistes a été cruellement mise en évidence à la Convention de l'Union Nationale Paysanne (Zenno), quand les communistes combattirent les sociaux-démocrates, non pas sur les questions de la lutte pour la terre et contre le régime monarchiste, mais sur la question « de la légalité ou de l'illégalité du parti ».

Au stade actuel du mouvement paysan, en plus d'accroître notre travail dans les syndicats paysans et d'y recruter les larges masses, spécialement les paysans pauvres, il faut mener une agitation étendue pour la formation de comités de lutte paysanne révolutionnaire et d'unités d'auto-défense révolutionnaires.

Un syndicat de travailleurs des industries de pêche devrait être formé, et un travail actif mené parmi les multitudes de travailleurs de la pêche au Japon. Un programme d'exigences minimum devrait être élaboré pour que le Parti puisse diriger les luttes des petits pêcheurs et ouvriers de la pêche et les gagner à sa cause par ses slogans révolutionnaires.

L'immense proportion de jeunes gens et de femmes dans les usines

oblige le Parti Communiste à prendre le plus grand soin du renforcement de la Ligue des Jeunes Communistes et de l'amélioration général de notre travail parmi les femmes. Notre combat pour gagner les masses doit passer par la lutte contre les sociaux-démocrates de toute obédience.

Cette lutte n'a pas été couronnée de succès les années précédentes, en grande partie parce qu'elle n'a pas été concrète ; ou bien on ne liait pas assez à cette lutte celle des masses pour leurs intérêts vitaux, ou bien on l'abandonnait en faveur d'appel à la lutte physique contre les sociaux-fascistes individuels. Ces deux types d'erreurs n'ont rien à voir avec les tâches d'un Parti Communiste.

L'essence de la lutte contre le social-fascisme consiste en une lutte pour libérer les masses de l'influence du social-fascisme. La tâche fondamentale du Parti Communiste et de toutes ses organisations, de sa presse et de chaque communiste est d'exposer aux ouvriers et paysans, jour après jour et dans un langage simple, la nature trompeuse et impérialiste du social-fascisme, c'est de déchirer son masque « d'ami du peuple », et ainsi d'arracher les masses de son influence et de les gagner à la cause du Parti Communiste.

Il faut dénoncer les tromperies des social-fascistes, les priver de la confiance des masses, non pas sur la base d'abstractions, mais sur la base de la lutte pratique et quotidienne de la classe ouvrière pour améliorer sa situation matérielle et politique. C'est seulement sur une telle base, en étroite connexion avec la lutte pour les besoins concrets des ouvriers et paysans, que la nature bourgeoise du social-fascisme sur toutes les questions de politique nationale et internationale peut être démontrée.

Dans la lutte contre l'idéologie social-fasciste, le Parti doit se concentrer sur ses manifestations qui causent le plus de tort au mouvement révolutionnaire à un moment donné, celles qui causent les

plus grands dégâts sur les consciences des gens et empêchent leurs activités – le chauvinisme, les illusions parlementaires, etc.

Le Parti Communiste du Japon doit devenir un parti d'action politique de masse. A cet effet, tout son travail pratique révolutionnaire quotidien doit s'attacher à la tâche de déclencher, d'organiser et de diriger toutes les expressions du mécontentement contre la guerre et contre le régime policier-bureaucratique de la monarchie bourgeoise-proprétaire terrienne.

Les communistes japonais doivent prendre parti sur chaque événement politique, se démarquer de tous les partis bourgeois-proprétaire terrien ou social-traître et produire ses propres jugements sur ces événements et sa propre réponse révolutionnaire à toutes les questions qui troublent les masses.

En élaborant ses exigences politiques minimum, le Parti doit clairement comprendre que le parlement japonais fait partie intégrante de la dictature monarchiste actuelle. Tout en combattant par tous les moyens pour ses exigences politiques minimum, y compris la lutte contre les restrictions des droits politiques affectant les femmes et les jeunes, le Parti ne doit en aucun cas avancer des exigences politiques qui tourneraient l'attention des masses vers l'amélioration des élections parlementaires et sèmeraient des illusions parlementaires parmi elles.

Au contraire, tout en utilisant à plein les élections parlementaires et le travail parlementaire, et en y participant pour faire de l'agitation révolutionnaire, le Parti Communiste doit s'efforcer de dissoudre les illusions parlementaires des masses.

Il doit abandonner totalement son slogan erroné « Dissoudre le parlement ».

Le programme économique et politique minimum avancé par le Parti Communiste doit se baser au premier chef sur la lutte extra-

parlementaire contre la guerre, contre le régime monarchiste policier, contre les capitalistes et les propriétaires terriens, sur la lutte pour les exigences les plus pressantes de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et des pauvres des villes. Le Parti doit préparer un programme d'exigences minimum modifiable en fonction des conditions politiques concrètes du moment, en tenant le plus grand compte de tous les points capables de permettre une radicalisation rapide des masses. Le programme d'action du Parti Communiste devrait inclure les exigences anti-guerre dont nous avons parlé, ainsi que les suivantes :

1. Fin des activités militaro-policières qui brisent les grèves et font obstruction aux activités paysannes ; droit de grève et liberté pour la lutte paysanne ; liberté sans restriction pour les syndicats et tout autre organisation des travailleurs ; fin de l'arbitrage et des obstructions imposées par le gouvernement – tribunaux, police, etc. – contre les luttes des travailleurs contre les capitalistes et les propriétaires terriens.
2. Libération immédiate de toutes les victimes de la violence policière et de tous les prisonniers politiques – leaders syndicalistes, grévistes, participants aux conflits paysans, membres du Parti Communiste, révolutionnaires chinois et coréens.
3. Liberté de réunion, de parole et de presse sans restriction pour les travailleurs, liberté complète pour les rassemblements politiques et les manifestations, formation et reconnaissance de comités d'usine, quelle que soit la taille de celles-ci ; organisation de l'auto-défense ouvrière.
4. Elimination de la rente et du vol des paysans par les propriétaires terriens et les capitalistes ; annulation de toutes les dettes des paysans envers les propriétaires terriens, les

usuriers, les trusts et les banques ; refus de payer ces dettes ou de payer ces taxes.

5. Rejet de toutes les lois anti-ouvrières et anti-paysannes ; une véritable égalité des droits pour les Eta [les Eta ou burakumin forment une partie de la population du Japon qui, depuis des temps anciens, est frappée d'ostracisme] et les femmes.

6. Fin des pratiques de type esclavagiste des employeurs – la servitude en caserne, l'engagisme (une forme d'esclavage cachée pour les ouvriers et les jeunes), la double et intense exploitation des femmes, des jeunes, des Coréens et des Taïwanais ; à travail égal salaire égal ; poursuite en justice des trafiquants ouverts ou dissimulés de femmes et d'enfants ; etc.

7. Arrêt de la rationalisation capitaliste ; instauration de la journée de 7 heures pour les adultes, de six heures pour les 16-18 ans, et de 4h pour les moins de 16 ans ; interdiction du travail des enfants ; la semaine de 40 heures (pour les industries de petite ou moyenne taille, où la journée de travail est particulièrement longue, semaine de 46 heures pour commencer). Une journée de repos par semaine payée entièrement et des congés payés annuels de deux semaines.

8. Augmentation générale des salaires et instauration d'un salaire minimum basé sur le coût de la vie dans une famille ouvrière ; interdiction des déductions de salaire ; poursuite en justice pour non paiement à temps des salaires.

9. Introduction immédiate d'un programme d'assistance aux chômeurs, aux malades, aux accidentés et aux personnes âgées, à charge des employeurs ; contrôle entier de ces fonds d'assistance par les ouvriers et les chômeurs ; réduction des loyers et des factures d'électricité pour les travailleurs, et exemption totale de ces paiements pour les chômeurs ; formation d'un syndicat des

locataires pour lutter pour la réduction des loyers.

10. Élimination des programmes de rigueur et d'inflation menée par le gouvernement aux dépens des travailleurs ; prévention de la hausse des prix ; mise sur pied d'un programme économique basé sur des prélèvements dans les sommes immenses d'argent public à destination de l'armement, de la police, dans les subsides accordés aux capitalistes et aux propriétaires terriens, dans les salaires de la famille impériale et de la noblesse.

Lourde taxation des banques, des cartels et des trusts. Confiscation des profits des spéculateurs et transfert de ces fonds pour l'assistance aux chômeurs et aux pauvres des villes et des villages. Taxation accrue pour les riches et exemption d'impôts pour les ouvriers, petits paysans, artisans pauvres et pauvres des villes.

11. Libération de la Corée, de Formose, de Mandchourie et des autres régions annexées de la Chine. Retrait immédiat des forces japonaises de ces pays. Défense de l'URSS et du peuple chinois. Toute la lutte du Parti Communiste pour les exigences minimales doit tendre à gagner les masses laborieuses aux slogans de base de la révolution. En développant la lutte pour les exigences minimum et en gagnant les masses à sa cause, le Parti Communiste rapprochera l'échéance de la révolution.

La guerre et la crise ont intensifié les contradictions de classe dans le pays. La lutte révolutionnaire de masse des ouvriers et paysans sous la direction du Parti Communiste du Japon mènera à une crise révolutionnaire dans laquelle la monarchie sera écrasée. Les soviets ouvriers et paysans seront formés, sous le drapeau desquels le Parti Communiste du Japon mènera la classe ouvrière et tous les travailleurs à la victoire finale.